

Dossier de demande de reconnaissance dans le cadre du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente

1. Identification de l'association :

Nom : **urbAgora asbl**

Sigle : idem

Adresse du siège social : Rue Pierreuse 19/21, 4000 Liège

Adresse du siège d'activité (si différente) : les activités se déroulent dans de nombreux lieux différents

Téléphone : 0475.76 33 16 (François Schreuer)

Fax : /

E-mail : secretariat@urbagora.be

Site internet : <http://urbagora.be/> et <http://lechainonmanquant.be/> (site sur lequel sont publiées la plupart des analyses)

Numéro de compte bancaire : 523-0802843-49

Numéro d'entreprise : 809.626.732

Correspondant : François Schreuer

Adresse : idem siège social

Téléphone : 0475.76 33 16

Fax : /

E-mail : francois.schreuer@gmail.com

Le cas échéant, nombre d'associations fédérées par l'association : l'association ne fédère à ce jour que des personnes physiques

2. Nature de la demande de reconnaissance :

La reconnaissance est demandée en tant que :

Association

Préciser sur quel(s) axe(s) et catégories de forfait porte la demande de reconnaissance :

Axe 3, 2

Catégorie de forfait : Article 23 §1^{er} (20 points)

Champ d'action territorial : province de Liège,

et plus particulièrement la zone urbaine de Liège (600 000 habitants)

3. Note de présentation de l'association :

a) Présentation d'urbAgora

On trouvera une présentation plus détaillée de l'historique et des activités de l'association dans le rapport d'activité joint en annexe. Il nous semble cependant utile de mentionner ici quelques éléments saillants. L'embryon de l'association (une dizaine de personnes) s'est constituée durant l'automne 2007, dans le cadre du débat sur les questions de mobilité à Liège. Elle a pris le nom d'urbAgora en mars 2008 et est devenue une asbl en novembre de la même année (l'acte de fondation recense 35 membres fondateurs). Aujourd'hui, urbAgora compte 130 membres et s'est imposée, dans le débat urbain liégeois, comme une voix critique reconnue.

Nos préoccupations concernent la mobilité, le logement, l'urbanisme, l'aménagement du territoire ou l'architecture, thèmes sur lesquels urbAgora cherche à ouvrir la possibilité d'un réel débat public, contradictoire, rigoureux, accessible à toutes et tous.

Par nos activités, nous entendons contribuer à la possibilité, pour chaque citoyen, de se saisir de questions a priori fort techniques et confinées dans les milieux de l'expertise mais qui touchent pourtant de manière décisive à la manière de vivre ensemble. Organisation de conférences et débats, de formations, mise à disposition d'une bibliothèque gratuite, participation à des rencontres dans les quartiers, publication d'analyses, participation au débat public sur l'actualité urbanistique (notamment via la presse et nos publications) sont autant d'outils au travers desquels nous tentons de vulgariser les enjeux urbanistiques, dans une perspective à la fois critique et constructive. Nous sommes également à l'initiative de la création de plusieurs plate-formes associatives (dans le quartier des Guillemins, à Coronmeuse, autour des enjeux de la Chartreuse, du futur tram liégeois...) qui stimulent la participation d'acteurs urbains aux débats sur l'avenir de leur environnement.

L'asbl en elle-même se veut un lieu d'émancipation individuelle et collective puisque les membres participent à ce processus continu d'apprentissage. Les groupes de travail thématiques, les recherches d'informations, les rencontres avec des professionnels, la participation au débat public sur l'actualité urbanistique ou simplement

les échanges lors des réunions sont autant d'occasions de se forger une opinion sur un dossier et de la soumettre à la critique et au débat. Sur la base des trois années d'expérience que nous avons accumulées dans ce domaine, nous préparons d'ailleurs actuellement une prise de parole sur les processus démocratiques en matière urbanistique. L'exercice de la démocratie est donc à la fois une pratique et un sujet de réflexion en soi.

La dimension artistique est également présente, en particulier avec la photographie, qui est régulièrement présente dans nos publications (c'est notamment le cas de l'étude « Cathédrale-Nord ou le droit à la ville », qui bénéficie du travail photographique de Nicolas Bomal) et qui se retrouve également dans le projet « mémoire photographique de Liège » (mpl.urbagora.be), où quelques dizaines de photographes publient des images de la ville. Chaque photographie y est géolocalisée et reliée à des mots-clés, de sorte que l'on pourra, à mesure que la base de données s'enrichira, faire apparaître différents visages de certains lieux.

Nos liens avec le monde associatif sont nombreux. Les plate-formes sus-mentionnées rassemblent des acteurs aussi divers que des comités de quartier, associations de commerçants, associations de professionnels de l'urbanisme, syndicats, associations en lien avec la mobilité (GRACQ, ACTP...), autres acteurs locaux concernés par les problématiques. Nous participons également à divers événements associatifs tels que « Retrouvailles », « Bio-en-Liège » ou encore « la semaine de la solidarité internationale ». Mentionnons aussi que notre prochain week-end résidentiel (octobre 2011) sera co-organisé avec Inter-environnement Bruxelles et sera consacré au thème des échanges de pratiques entre diverses associations urbaines, belges et étrangères.

Au vu de ces éléments, il nous semble naturel de chercher à nous inscrire dans le mouvement de l'éducation permanente dont la vocation émancipatrice est plus que jamais nécessaire sur les questions que nous traitons et dans le contexte où nous vivons.

b) Ressources financières

Les comptes 2010 sont joints en annexe. Il convient de souligner que les comptes sont actuellement présentés « en partie simple », mais qu'un chantier est ouvert au sein de l'association (prévoyant notamment l'acquisition d'un logiciel de comptabilité) afin de disposer d'une comptabilité « en partie double » qui permettra notamment de disposer d'un bilan, de gérer des amortissements, etc. Cette comptabilité « en partie double » sera effective pour l'exercice comptable 2011.

Les principales ressources financières de l'association viennent de ses membres (cotisations et dons) et de ses activités propres (recettes des activités organisées).

L'année 2010 a en outre été marquée pour urbAgora par deux événements notables sur le plan budgétaire : en avril, notre association a fait parti des lauréats d'un concours d'idées organisé par la Ville de Seraing pour l'aménagement de la place Kuborn (le projet que nous avons élaboré à cette occasion fait d'ailleurs partie des analyses présentées dans le cadre de la présente demande de reconnaissance). Durant l'automne, urbAgora a joué un rôle de secrétariat et de mandataire financier pour la plate-forme « tramliège.be » réunissant une trentaine d'associations. Cette plate-forme a bénéficié du soutien de la Région wallonne pour un montant de 10.000 EUR (qui devraient liquidés en 2011). Pour pré-financer cette activité, urbAgora a contracté une série de prêts sans intérêts auprès de ses membres.

Enfin, le Conseil communal de la Ville de Liège a voté, en décembre 2010, une subvention de 2000 EUR qui devrait être intégrée dans les comptes 2011 de l'association. Dans ce cadre, une Convention devrait être signée avec la Ville de Liège dans le courant de l'année. Par ailleurs, urbAgora a introduit, en novembre 2009, une demande de reconnaissance comme « Maison de l'urbanisme », dont le traitement est toujours en cours. Le dossier de demande de reconnaissance comme Maison de l'urbanisme est consultable *in extenso* sur notre site web : <http://urbagora.be/l-asbl-urbagora-sollicite-sa.html>

Les activités que nous souhaitons valoriser dans le cadre de l'éducation permanente ne bénéficient que marginalement de ces ressources (par exemple pour l'hébergement web ou pour l'impression de brochures papier).

c) Présentation de l'équipe

L'association est à ce jour exclusivement composée de bénévoles. Nous comptons environ 55 membres effectifs (disposant du droit de vote à l'assemblée générale) et environ 75 membres adhérents. Le Conseil d'administration compte à ce jour 13 membres. Nous estimons qu'une trentaine de personnes sont activement impliqués dans le fonctionnement quotidien de l'association, que ce soit par la participation au Conseil d'administration, par l'animation de groupes de travail ou de projets plus particuliers.

Les compétences et qualifications disponibles au sein d'urbAgora sont multiples : architectes, urbanistes, historiens, sociologues, travailleurs sociaux, enseignants, mais aussi plusieurs personnes ayant une solide expérience militante, notamment issues du mouvement étudiant, syndical et politique.

Environ une dizaine de personnes parmi nos membres actifs disposent d'une expérience préalable dans l'éducation permanente (Barricade, Etopia, ACJJ, Les Territoires de la Mémoire, CIEP du MOC, Inter-environnement Wallonie, PAC, Inter-environnement Bruxelles,...).

d) Composition du Conseil d'administration

Président

François Schreuer

Trésorier

Jérémy Morel

Porte-parole

Olivier De Wispelaere

Administrateurs

François Bertrand

Nicolas Bomal

Mathilde Collin

Pierre Eyben

Noé Lecocq

Julia Luxen

Céline Paysan

Marie Schippers

Alain Vito

Raf Weijnjes

4. Les axes d'actions retenus par l'association (axe 3.2) :

Pour l'année de référence du dossier :

a) Présenter les principaux thèmes des analyses et études : définition et enjeux

L'étude traite de l'avenir d'un quartier central à Liège : le quartier « Cathédrale Nord ». Aborder l'avenir d'un quartier dans son ensemble est à la fois un exemple de la démarche générale de l'association – il s'agit d'avoir une vision d'ensemble de la manière de construire la ville – et un indice de maturité de l'association : issue d'une démarche collective qui fait suite à de nombreuses prises de contacts et visites sur le terrain, il s'agit d'un véritable travail d'apprentissage et d'analyse critique citoyen qui débouche sur des propositions concrètes et coordonnées. Les compétences acquises depuis la création de l'association, notamment en matière de mobilité, d'occupation des espaces publics, de méthodologie, ont permis d'aboutir à un résultat qui nous semble satisfaisant.

Le choix de ce quartier résulte d'une série d'événements qui s'y sont produits lors de l'année 2010 et qui ont interpellé les auteurs par le traitement morcelé qui en était fait dans les médias et par les responsables politiques. L'intuition était qu'au contraire, tous ces événements étaient liés, ou mettaient en valeur des problématiques liées entre elles, et que les projets en cours étaient de nature à détruire le patrimoine humain et historique du quartier. La volonté des auteurs a été d'un faire une analyse et de formuler des propositions en cohérence avec les principes de l'association.

Les thèmes des analyses, quant à eux, sont variés mais peuvent se regrouper à quelques exceptions près sous trois grands thèmes:

- **La mobilité et ses impacts urbanistiques**
Enjeux : L'arrivée du futur tram liégeois provoque bon nombre de réflexions sur la mobilité, la réorganisation des transports publics, la place laissée aux modes de déplacements doux, les emplacements de parkings, la piétonnisation de certaines rues, le redéploiement ferroviaire, tout cela à des échelles qui vont de la rue à l'ensemble de l'agglomération.
- **Le droit à la ville pour toutes et tous, la manière dont on peut s'approprier l'espace public**
Enjeux : Des skateurs aux prostituées, en passant par les classes populaires et les femmes, plusieurs analyses abordent la place spécifique de certains profils d'habitant dans la ville. L'analyse « Liège, ville poète ou cosmétique ? » reprend quant à elle les impressions d'habitants sur leur sentiment de bien être en ville et met en évidence l'importance des contrastes, de la multiplicité des visages et ambiances. La ville plurielle, celle qui laisse sa place à chacun et chacune, est un défi fondamental pour la démocratie, à contre-courant des tendances actuelles d'urbanisation standardisée et taillée sur mesure pour les intérêts économiques de quelques-uns.
- **Critique sociale des projets urbains en cours dans l'agglomération**
Enjeux : il s'agit essentiellement de formuler des analyses critiques – positives comme négatives – à propos de l'évolution de la ville. Le premier enjeu est démocratique : montrer que des citoyens s'intéressent à ce qui se passe, sont capables d'en comprendre les enjeux et provoquer le débat sur la manière dont se construit notre environnement de vie. Mises les unes à côté des autres, ces analyses permettront de dégager des tendances générales qui s'opèrent dans notre agglomération. Ces analyses alimentent notamment le site « projets urbains liégeois » (pul.urbagora.be) dont l'objectif est précisément de constituer progressivement une vue d'ensemble sur la manière dont se construit la ville.

b) Présenter la démarche déployée de manière à faire comprendre la nature de l'action valorisée dans cet axe, et répondre aux questions suivantes :

Quels sont les associations et/ou les publics visés et touchés ? Donner la description la plus précise possible.

Les analyses visent l'ensemble des citoyens de l'agglomération liégeoise (ou au-delà toutes les personnes intéressés par les questions urbaines à Liège). Nous voulons que ces analyses soient des outils permettant de mieux comprendre une situation et d'accroître la capacité de leurs utilisateurs à la critiquer de manière documentée et argumentée.

Au-delà de cet objectif général, urbAgora s'adresse cependant de manière plus particulière à certains publics, notamment celui des associations de quartiers (les comités de quartiers institués comme les regroupements plus informels ou ponctuels). Nous entretenons avec une quinzaine d'entre elles (et ce nombre augmente régulièrement) des liens privilégiés (notamment parce que bon nombre de nos membres sont également actifs au sein d'associations de quartier, mais aussi parce que notre travail est de plus en plus perçu comme utile à l'implication des citoyens dans le débat public). Nous souhaiterions pouvoir contribuer à la création de comités locaux dans certains quartiers où il n'en existe pas (et qui sont peut-être ceux qui en auraient le plus besoin), mais cela n'a pas encore pu avoir lieu jusqu'à présent.

Nous envisageons depuis la fondation de l'association de développer du contenu (brochures, animations, visites,...) à destination de la jeunesse scolarisée, mais ce travail se limite jusqu'à présent à quelques interventions ponctuelles, lorsqu'une demande nous est faite par un enseignant.

Quels sont les moyens mis en œuvre pour assurer l'accessibilité des associations et/ou des publics visés ? Préciser la manière dont les contenus sont choisis et développés, et donner la description détaillée des moyens d'information et de diffusion.

Les analyses sont accessibles en ligne sur le site lechainonmanquant.be. Elles sont renseignées dans notre newsletter mensuelle, qui compte plus de 7000 adresses. Certaines d'entre elles sont disponibles en version papier sur les stands que nous tenons (Retrouvailles, Bio-en-Liège, Premier mai de la FGTB,...) ainsi que lors de toutes nos activités (conférences, débats, formations...). Certaines font l'objet ou servent de base à une communication à la presse, ou à des interventions lors de débats publics. Quelques-unes ont été publiées dans des périodiques (POLITIQUE, Bauwelt, « Sous la robe »).

En outre, nous réfléchissons actuellement au lancement d'un trimestriel papier consacré aux questions urbaines qui serait co-édité par plusieurs organisations (dont, nous l'espérons, une ou deux associations déjà actives dans l'éducation permanente) et dans lequel les analyses pourraient également être diffusées. Ce projet sera cependant très vraisemblablement conditionné à l'obtention de soutiens financiers externes (subventions publiques ou autre).

Les contenus sont choisis soit en fonction des sujets d'intérêt des membres (résultats des groupes de travail), soit en fonction des dossiers d'actualité, soit suite à des demandes d'intervention, soit encore en fonction d'intérêts personnels des auteurs pour l'une ou l'autre problématique.

Quels sont les moyens mis en œuvre pour assurer le développement d'un processus participatif avec les associations et/ou les publics visés au niveau de la préparation et/ou de l'exploitation des analyses et études produites ?

Comme déjà évoqué, certaines analyses sont le résultat de processus collectifs d'analyse et de rédaction par des membres de l'association, dont la plupart ne sont pas des professionnels (il y a donc des échanges entre professionnels et non professionnels). Les analyses qui formulent des propositions d'urbanisme sont soumises à des experts et/ou acteurs associatifs locaux qui acceptent de les discuter avec le groupe. C'est le cas notamment pour notre étude.

D'autres analyses sont rédigées par un seul auteur mais servent de base à une prise de parole publique, et sont donc soumises au débat au moment de leur exploitation.

D'autres encore font suite à une formation et en font un compte-rendu.

De surcroît, toutes les analyses sont publiées en ligne et accompagnées d'un forum qui permet la discussion avec les lecteurs.

Quels sont les moyens mis en œuvre pour stimuler et accompagner la réflexion critique des associations et/ou des publics visés quant aux thèmes de société abordés ?

Concernant l'accompagnement du public visé, notre rapport d'activité montre bien que nos thèmes sont déclinés sous plusieurs formes : organisation de débats publics, communication vers la presse et suivi des dossiers, formations, constitution de la bibliothèque... tous ces outils permettent d'assurer une continuité dans l'apprentissage et la réflexion critique autour d'un même thème. La rédaction d'analyses s'inscrit dans ce processus, soit pour l'initier, soit pour le formaliser en une étape intermédiaire, soit pour le conclure par une communication. Nous intervenons régulièrement dans des événements organisés par des tiers, même plusieurs mois après la sortie d'une publication. Nos thèmes s'inscrivent donc dans la durée, selon les rythmes et les contraintes de chacun.

La stimulation vient essentiellement de notre présence dans les médias et les débats publics, qui ont pour effet de mettre dans l'espace public des propositions alternatives, des espaces critiques qui invitent tout un chacun à réfléchir sur l'environnement urbain.

Quelles sont les procédures d'évaluation de la production d'analyses et d'études avec les associations et/ou les publics visés ?

Chaque analyse fait l'objet d'un débriefing au Conseil d'administration, lors duquel les diverses réactions qu'elle a éventuellement suscitées sont évoquées. Si le sujet fait polémique ou est considéré comme méritant une discussion de fond, l'Assemblée générale peut en être saisie.

Certaines analyses ont été directement présentées en public, ce qui a parfois permis des discussions très riches (ça a notamment été le cas du débat sur les « enjeux sociaux du tram », où intervenait François Bertrand).

Enfin, signalons que l'étude « Cathédrale-Nord ou le droit à la ville » fera l'objet dans le courant de ce printemps d'un débat public lors duquel nous espérons réunir la plupart des principaux intervenants concernés par la question (échevin, promoteurs immobiliers, comités d'habitants, acteurs culturels,...).

Quels sont les indicateurs définis pour permettre d'apprécier si les objectifs poursuivis à travers l'activité de production d'analyses et d'études ont été atteints ?

Il existe quelques indicateurs quantitatifs que nous surveillons (nombre de visiteurs uniques sur les sites web, nombre d'analyses qui sont utilisées pour d'autres activités de l'association ou sont issues de ces activités, affluence aux débats que nous organisons, etc).

Sur le long terme, la diversification des auteurs (en particulier le fait que certaines personnes déjà actives dans l'association ou à proximité mais pour qui l'écriture est aujourd'hui difficile parviennent à « s'y mettre », éventuellement au sein d'un groupe ou en recevant de l'aide) sera un signe d'une meilleure appropriation des sujets par un plus grand nombre de membres.

Il nous semble cependant que des indicateurs plus qualitatifs doivent également être réfléchis, en vue d'évaluer la manière dont les citoyens parviennent – plus ou moins – à « faire prise » sur les questions collectives qui les concernent dans les domaines qui nous préoccupent. La construction de ces indicateurs sera une question centrale du travail d'urbAgora dans les prochaines années.

4. Tableau synthétique des analyses et études produites au cours de l'année 2010

Détail des analyses et études	Données relatives à la conception des analyses et études		Données relatives à la diffusion de l'analyse ou de l'étude :	
	Nombre de signes (espaces compris)	Si collaboration avec d'autres associations/institutions, préciser lesquelles et les tâches respectivement assumées.	Forme(s) de la publication écrite (revue, magazine, site internet,...)	Promotion / communication de l'analyse ou de l'étude
Etude n° 1 Date de publication : décembre Intitulé : « Cathédrale-Nord » ou le droit à la ville Thèmes : urbanisme, logement, prostitution, mobilité	80722	/	Brochure papier (tirée à 250 exemplaires) diffusée vers nos membres, une série de partenaires et vendue sur nos stands à différentes occasions. Diffusion sur le site web urbagora.be	L'étude a été présentée lors d'une conférence de presse le 8 décembre 2010 à la Maison de la presse de Liège. Cette conférence de presse a suscité un écho important (articles dans Le Soir, La Meuse, La libre Belgique, La dernière Heure, reportage sur la télévision locale RTC, plusieurs reportages radio). Suite à un certain nombre de réactions et d'échanges, cette étude fera en outre l'objet d'un grand débat au cours du printemps 2011 (la date restant à fixer).
Analyse N° 1 Date de publication : Janvier Intitulé : Territoire et urbanisme : des enjeux éco-sociaux Thème : climat, densité, urbanisme	12245	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	
Analyse N° 2 Date de publication : Janvier Intitulé : À Soumagne, un centre commercial très discutable Thème : commerce, péri-urbanisation	8777	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be et communication sous forme papier vers une série d'associations partenaires	
Analyse N° 3 Date de publication : février Intitulé : Quel devenir pour le quartier des Guillemins ? Thème : urbanisme, mobilité, architecture	17721	Texte publié dans le cadre du travail de la plate-forme Guillemins.be (collaboration avec le Gracq, deux comités de quartier, un comité de riverains et l'association des commerçants).	Publication sur le site web lechainonmanquant.be et guillemins.be	Ce texte a fait l'objet d'une conférence de presse le 10 février 2010

Analyse N° 4 Date de publication : mars Intitulé : Pour un cadastre du stationnement Thème : mobilité	9401	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	Ce texte est l'une des bases d'une conférence de presse organisée le 17 septembre 2010 dans le cadre de l'action « Park(ing) day », lors de laquelle nous avons transformé une série d'emplacements de parking du centre-ville en mini-parcs.
Analyse N° 5 Date de publication : avril Intitulé : Place Kuborn, laboratoire urbain Thème : urbanisme, espace public, végétal dans la ville	22186	/	Publication sous forme de brochure et sur le site web urbagora.be. En principe, le projet devrait également être exposé par la Ville de Seraing (au bouclage du présent dossier, on attend toujours l'exposition).	Le projet a fait l'objet d'une présentation particulière devant plusieurs comités d'habitants de Seraing.
Analyse N° 6 Date de publication : mai Intitulé : Axe Guillemins-Médiacité, un état des lieux Thème : urbanisme, espace public, végétal dans la ville	10059	Texte publié dans le cadre du travail de la plate-forme Guillemins.be (collaboration avec le Gracq, deux comités de quartier, un comité de riverains et l'association des commerçants).	Communiqué de presse et publication sur les sites web guillemins.be et lechainonmanquant.be.	
Analyse N° 7 Date de publication : Juin Intitulé : La participation citoyenne aux décisions d'urbanisme et d'aménagement du territoire Thème : citoyenneté	13756	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	
Analyse N° 8 Date de publication : juin Intitulé : La réaffectation du site de Bavière Thème : urbanisme, architecture	14474	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	
Analyse N° 9 Date de publication : juillet Intitulé : Quelle mobilité pour « Ans-Rocourt » ? Thème : urbanisme, étalement urbain, commerce, chemin de fer	8469	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	Cette analyse est inspirée d'une intervention faite dans le cadre de l'étude d'incidences sur l'environnement du plan de mobilité « Ans-Rocourt »

Analyse N° 10 Date de publication : Août Intitulé : Liège ville piétonne ? Thème : espace public	23041	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	
Analyse N° 11 Date de publication : septembre Intitulé : Eco-quartiers, un rêve mis en abîme Thème : urbanisme	18705	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	
Etude N° 12 Date de publication : octobre Intitulé : Liège en 2030 : ville poète ou ville cosmétique Thème : citoyenneté	10092	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	Cette analyse est tirée d'un atelier qui a été mené lors du w-e de formation à Modave, début octobre.
Analyse N° 13 Date de publication : octobre Intitulé : Voir et construire la ville avec le Skateboard Thème : jeunesse, participation, espace public	18895	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be L'article a été repris par plusieurs collectifs de skateurs (dont brusks.be).	
Analyse N° 14 Date de publication : octobre Intitulé : Les femmes prendront-elles le tram ? Thème : genre, mobilité	11735	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	Cette analyse est en bonne partie une recension d'une étude publiée par l'Université des femmes (auteure : Claudine Lienard).
Analyse N° 15 Date de publication : octobre Intitulé : Tram de Liège : il faut organiser un concours d'architecture Thème : architecture	16411	/	Publication sous forme d'une brochure qui a notamment été diffusée lors des différents événements organisés par « tramliege.be »	
Etude N° 16 Date de publication : octobre Intitulé : La métropole et ses habitants Thème : communauté urbaine, urbanisme, participation	11206	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	

Analyse N° 17 Date de publication : novembre Intitulé : Critique de la mixité sociale Thème : logement, urbanisme	17481	/	Publication dans la revue « POLITIQUE, revue de débats » et sur différents sites web (dont lechainonmanquant.be).	Cette analyse a donné lieu à un débat organisé en collaboration avec la revue « POLITIQUE » et « Inter-Environnement Bruxelles » le 15 décembre 2010 à Bruxelles et qui a rassemblé une centaine de personnes.
Analyse N° 18 Date de publication : novembre Intitulé : La trame sociale du tram Thème : mobilité, logement, inégalités	15609	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	Une première version de cette analyse a été présentée lors du débat organisé par tramliege.be, le 3 novembre 2010, sur le thème des « enjeux sociaux du tram ».
Analyse N° 19 Date de publication : novembre Intitulé : Le tram-train est-il une solution adaptée à Liège ? Thème : mobilité	11820	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	Ce texte a été présenté par son auteur lors d'un débat intitulé « Le tram et le chemin de fer, quelles complémentarités ? » le 24 novembre 2010 à Liège.
Analyse N° 20 Date de publication : Intitulé : Tram de Liège : un état des lieux du projet Thème : mobilité	9202	/	Publication dans le périodique « Sous la robe » (édité par la Conférence du Jeune Barreau de Liège)	Ces deux analyses ont servi de base à une présentation des enjeux du tram dans le cadre d'un séminaire organisé à la faculté d'architecture de l'université de Liège (prof. Sophie Dawance).
Analyse N° 21 Date de publication : novembre Intitulé : De quel tram l'agglomération liégeoise a-t-elle besoin ? Thème : mobilité, prospective	13538	/	Publication dans le périodique « Sous la robe » (édité par la Conférence du Jeune Barreau de Liège)	
Etude N° 22 Date de publication : décembre Intitulé : Lutter contre la pollution aux particules fines Thème : santé, mobilité	10945	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	
Analyse N° 23 Date de publication : décembre Intitulé : Pour un véritable retour du train, investir en priorité dans les petites gares Thème : mobilité, service public	13665	/	Publication sur le site web lechainonmanquant.be	

5. Plan d'action pluriannuel :

Ce chapitre appelle quelques précautions :

- L'association urbAgora est très jeune, est en pleine construction et elle évolue rapidement. La moyenne d'âge de ses membres actifs est probablement inférieure à 35 ans. Beaucoup d'entre eux ont des enfants en bas âge ou projettent d'en avoir bientôt, rénovent des maisons, ont des vies professionnelles assez chargées (plus d'un tiers de nos administrateurs sont navetteurs quotidiens). Nous savons donc que la vitalité de l'association dans le long-terme dépendra en partie du renouvellement de ses cadres qui, jusqu'à présent, fonctionne assez bien (ce qui n'empêche qu'on voit revenir des personnes qui avaient fait un pas de côté voici un an ou deux). En conséquence, il nous semble extrêmement important de garder une certaine souplesse dans la définition des objectifs de l'association, de façon à pouvoir tenir compte des envies et des possibilités des membres qui nous rejoindront dans le futur.
- Mais au-delà de cette nécessité pratique, la conviction très forte s'est formée au sein de notre équipe qu'une association comme la nôtre doit sans cesse renouveler ses méthodes de travail si elle veut garder de la pertinence. Même si certains aspects de notre « core business » ne changeront pas (et nous mesurons à cet égard l'engagement que représente le fait de déposer la présente demande de reconnaissance), nous voulons pouvoir changer le regard que nous portons sur les situations dans lesquelles nous nous trouvons. La participation à un concours d'idées, par exemple, était une chose nouvelle et inconnue pour nous : elle nous a apporté beaucoup. De même, l'action « park(ing) day », menée en 2010 à petite échelle, a permis de toucher un public inconnu jusqu'alors : nous espérons pouvoir ré-éditer des opérations de ce genre. De façon générale, nous souhaitons garder la possibilité d'expérimenter d'autres pratiques dans l'avenir (la vidéo, la radio, l'affiche,... font partie des désirs pas encore totalement assumés).
- Enfin, il nous faut dire que si l'éducation permanente nous semble entrer en résonance remarquable avec la manière dont nous concevons notre militance urbaine et avec les enjeux proprement politiques – mais trop peu reconnus comme tels – que sont les questions de mobilité, de logement ou d'urbanisme – y compris dans leurs dimensions spatiales, conceptuelles, techniques –, l'éducation permanente ne pourra sans doute pas recouvrir tout notre champ d'activité. Même si nous obtenons la reconnaissance que nous sollicitons, certaines pratiques au sein de l'association continueront à vivre leur vie de leur côté...

Ces précisions étant faites, venons-en à la manière dont nous concevons le développement d'urbAgora dans les cinq années à venir...

1. Axes thématiques

Sur le plan théorique, nous avons choisi cinq axes thématiques sous lesquels nous souhaitons articuler notre projet d'éducation permanente. Ces axes – à bien des égards cohérents entre eux – sont à considérer comme les lignes de force qui guideront les choix de nos activités et publications. Ils complètent et précisent l'objet social de notre asbl pour les missions relevant du financement « Education permanente ». Ces axes pourront, le cas échéant, être mis à jour et réorientés en fonction de l'évolution du contexte et des résultats de nos réflexions.

1.1. Péri-urbanisations, densités, accessibilités

Le territoire n'est pas un bien infini. Les modes d'affectation de celui-ci et la répartition des différentes fonctions territoriales dans une vision d'intérêt collectif et de solidarité territoriale (entre communes) ne vont pas de soi. En particulier, l'étalement urbain produit aujourd'hui des effets néfastes tant en matière de coûts collectifs

des équipements que de consommation énergétique et de gaspillage d'espace¹. D'un autre côté, la vie en ville est souvent synonyme de nuisances sonores, de pollution de l'air et d'insécurité (routière) dues directement ou indirectement au développement de l'habitat périurbain et rural développé depuis plusieurs décennies et aux trajets pendulaires qu'il génère. Il est donc nécessaire de travailler en même temps sur les deux faces du problème, et de (re)poser la question du rapport ville/campagne.

Comment restructurer le territoire ? Quel destin donner aux territoires rurbanisés et, à l'opposé, aux quartiers urbains délaissés et dégradés ? Comment densifier les villes et y assurer une qualité de vie optimale aux habitants actuels et futurs tout en participant aux objectifs de développement territorial durable ? Nous chercherons à poser ces questions de la forme urbaine sous cette modalité : non pas comme une question idéelle, comme l'utopie d'une forme urbaine parfaite, mais comme profondément située et ancrée dans un réel à transformer de façon progressive.

La densité d'un lieu augmente son accessibilité, réduit les coûts collectifs, permet un accès à un plus grand nombre de services tout en diminuant quantitativement le nombre de déplacements nécessaires². La notion de ville multipolaire est probablement centrale dans les réponses à apporter, ainsi que la promotion du principe de réserves foncières dans une vision stratégique de long terme, d'une utilisation parcimonieuse du sol, d'une protection des fonctions faibles (terres agricoles, pâtures, forêts, zones humides...), de la satisfaction des besoins fondamentaux des individus (en particulier le logement). À ce sujet, une information sur les dispositifs mis en pratique dans d'autres régions (Suède, Pays-Bas, Allemagne, Angleterre, Flandre...) permettra d'ouvrir de nouveaux horizons.

La question du prix du logement ne pourra pas non plus être évitée : lutter contre la péri-urbanisation passe par une offre de logement de qualité à prix abordable en ville.

Qu'on se comprenne bien, cependant, car la tendance est souvent à densifier sans prendre en compte les besoins de ceux qui vont habiter. Si on densifie tous les lieux comme cela fut par exemple le cas aux XIXe-XXe et depuis le début du XXIe (!) au Longdoz, la qualité de vie baisse fortement, faute de jardins privés, d'espaces verts ou de zone de délasserment dignes de ce nom.

1.2. Potentialités urbaines du transport public structurant

L'arrivée du tram à Liège constitue probablement l'enjeu urbanistique majeur pour l'agglomération dans la décennie à venir. Depuis le début de ses activités, l'asbl urbAgora met inlassablement en débat les implications urbaines de l'arrivée du tram en promouvant une vision exigeante (notamment par le recours à des processus de type « concours »), alliant à la fois des compétences en architecture, en paysage et en design mobilier, que ce soit pour aménager les espaces publics empruntés par le futur réseau, guider le développement de tous les équipements corollaires (mobilier spécifique au tram, éclairage, commandes à des plasticiens pour développer un axe d'Art public, parking relais, dépôt du tram, etc.). Avec pour objectif d'améliorer la qualité du cadre de vie autour du transport structurant tout en maintenant les zones traversées – ainsi que le transport lui-même – financièrement et physiquement accessibles à tous.

1.3. Héritages du modernisme et patrimoine du XXe siècle

Fronts d'immeubles tellement caractéristiques au bord des cours d'eau, grands ensembles vieillissants, pénétrantes urbaines pléthoriques, voies rapides sur les quais,... Comment hériter de cet acquis tapageur ? Comment le transformer et le faire évoluer, recoudre les cicatrices qu'il a ouvertes sans pour autant le nier en tant qu'un moment significatif de notre histoire urbaine ? Cette thématique très transversale touche notamment à la question de l'évolution du parc de logements et aux enjeux architecturaux et patrimoniaux. La question des intérieurs d'îlots (souvent colonisés, dans les zones les plus denses, par du parking) est également liée à cette thématique, ainsi que les enjeux de la réappropriation de l'identité de la ville de Liège, dans sa complexité actuelle (sans nostalgie d'un Liège de l'avant-guerre). L'un

des objectifs concrets de cet axe est d'initier, avec les acteurs associatifs du patrimoine du XXe siècle, un débat fondamental sur la conservation et la valorisation des édifices et ensembles emblématiques de notre héritage récent, des avant-gardes architecturales des années 1930 aux réalisations de l'après-guerre.

1.4. Industrie du passé, industrie de l'avenir

Penser la ville dans la région liégeoise, c'est nécessairement la penser comme pôle à la fois résidentiel et économique, accueillant aussi et pleinement des activités industrielles et de services. L'industrie dans le bassin liégeois ne doit pas seulement être évoquée au passé. Nous postulons que les villes et communes de Liège, Oupeye, Ans, Herstal, Seraing, Jemeppe, Flémalle, Engis... doivent continuer à se penser comme des villes industrielles, en en renouvelant la définition et la pratique. Mais en n'actant pas la dé-industrialisation comme une fatalité. Quelle est la place de l'industrie au sein de l'agglomération, mais aussi très concrètement comment cela s'inscrit-il à l'échelle urbaine et périurbaine en cohabitation avec la fonction résidentielle de ces zones ?

Plus largement, il convient de questionner la place des grandes institutions privées (et publiques) dans les bassins d'emploi comme celui de l'agglomération liégeoise, après des décennies de centralisation de leurs sièges à la capitale (par exemple pour les banques) et en l'absence d'une politique de communauté urbaine capable de les faire revenir ou de les maintenir en province. Une réflexion indispensable à l'heure du constat du blocage quotidien des accès routiers et de la saturation des trains vers Bruxelles, de la précarisation des conditions de vie des navetteurs et des déséquilibres de l'emploi entre Bruxelles et les autres grandes villes – qui vont encore empirer demain. Ou comment une politique de rééquilibrage des grandes fonctions du travail à l'échelle territoriale peut-elle avoir un effet positif pour la collectivité dans son ensemble ?

1.5. Militantisme urbain

La pratique du militantisme ou de l'activisme urbain est peu développée en Région wallonne, alors qu'elle semble faire partie du paysage dans d'autres villes belges ou étrangères. S'interroger sur ce phénomène et créer des échanges avec des acteurs similaires à notre association sera l'occasion d'approfondir notre réflexion sur notre raison d'être, sur nos stratégies d'action.

2. Axes méthodologiques et outils de diffusion

Les axes présentés ici sont spécifiques aux activités de publication, pour lesquelles nous sollicitons la reconnaissance. L'ensemble des activités d'urbAgora fera par ailleurs l'objet de développements, dans la ligne de ce qui se trouve dans le rapport d'activités.

2.1. Partager les bonnes pratiques

Le principe du « partage de bonnes pratiques » consiste à reconnaître que personne ne détient l'unique et seule vérité, et que particulièrement en aménagement du territoire (de la grande échelle urbanistique à la petite échelle architecturale), l'on a tout intérêt à s'inspirer de pratiques qui, sur base de constats similaires à ceux que l'on rencontre, ont débouché sur des résultats probants, questionnants, innovants – et dont nous aurions tout intérêt à nous inspirer pour améliorer le cadre de vie de la collectivité.

Concrètement, cet axe méthodologique se traduit par l'invitation aussi régulière que possible, d'acteurs et de témoins de bonnes pratiques de Belgique et de l'étranger, à partager leurs savoirs et savoirs-faire pour éclairer les multiples cas de figures qui se posent dans une agglomération comme Liège en matière d'aménagement du territoire.

Nous pourrions ensuite rédiger des analyses critiques sur base des apports et échanges avec les invités.

2.2. Elargir le cercle de ceux qui se sentent autorisés à produire des idées politiques

urbAgora se dote progressivement d'une bibliothèque proposant des références pertinentes en aménagement du territoire (revues, livres, etc.). Le catalogue de la bibliothèque est accessible en ligne à l'adresse <http://bib.urbagora.be> et comporte actuellement plus de 150 références classées par thématiques.

Par ailleurs, un séminaire résidentiel de deux jours est organisé annuellement afin de permettre aux membres et sympathisants de se former et de réfléchir aux questions territoriales dans un cadre convivial et favorisant au maximum les échanges. Les intervenants sont invités à participer à l'ensemble du week-end, et les outils d'apprentissage sont variés (exposés, ateliers, films, coin lecture, discussions libres...).

Enfin, urbAgora organise régulièrement des débats publics, comme mentionné dans le rapport d'activité.

Avec cet ensemble de procédés de « mise à disposition » de matière à réflexion, nous espérons élargir progressivement le panel des rédacteurs : les personnes moins expérimentées y puisent des sources d'inspiration, des arguments, des connaissances leur permettant de construire petit à petit leur vision des sujets traités. Il s'agit pour nous d'un enjeu de démocratie, et d'un questionnement du rapport à l'expertise.

2.3. Diffusion : brochures thématiques, un livre, un périodique,...

En plus des moyens de diffusion actuels que sont le Chaînon manquant (lechainonmanquant.be), les stands associatifs, et les prises de paroles publiques (interventions lors de débats, communication vers la presse...) nous envisageons de publier une série de brochures (qui pourraient former une jolie collection). Partant d'une question qui se pose localement, chacune de ces brochures (qui pourrait être une étude ou réunir sur une base thématiques plusieurs analyses, agrémentées de divers contenus complémentaires) – peu coûteuses et rédigées pour être accessibles à un large public – donnerait la parole à différents acteurs locaux et étrangers, des techniciens, des politiques, des associatifs. Ces publications pourraient aussi donner lieu à d'intéressantes collaborations avec les écoles sur le plan graphique.

Nous avons l'intention de publier un livre rassemblant une série de projets de prospective urbaine, articulant une série de nos analyses autour d'un fil conducteur.

D'autres publications éditoriales (en particulier un trimestriel, cf. supra) seront également envisagées et dépendront bien sûr de l'intérêt que nous pourrions rencontrer chez des éditeurs ainsi que du soutien que nous pourrions ponctuellement obtenir pour éditer ces ouvrages.

2.4. La question du lieu

À ce jour, urbAgora ne dispose pas de local. Hormis une boîte aux lettres aimablement concédée par une association amie, nous sommes une association itinérante, tenant ses réunions dans des lieux chaque fois changeant et utilisant plus souvent qu'à notre tour les moyens de communication électronique. Cette situation – avec la nécessité de professionnaliser certaines tâches pour maintenir une action dans la durée – est la principale raison pour laquelle nous sollicitons un soutien des pouvoirs publics. Nous pensons que ce lieu permettra notamment de nous rendre accessible à de nouveaux publics, qu'il changera l'identité de l'association, en l'ancrant dans un quartier.